



PEACEBUILDING FUND

<p>Titre du Projet: Appui à la promotion d'un dialogue inclusif et durable en Guinée</p>	<p>Recipient UN Organization (s): OHCDH, PNUD, UNESCO, UNICEF</p>
<p>Project Contacts:</p> <p>OHCDH : Mr Louis Marie Bouaka, Représentant Email : lmbouaka@yahoo.fr Tel : + 224-63-38-16-28</p> <p>PNUD: Mme Aissatou Cissé Yao-Yao, Directrice Adjointe Pays (Programme) BP 222 Conakry, Guinée ; Téléphone: +224 66-35-79-23 Email: aissatou.yaoyao@undp.org</p> <p>UNICEF: Mr Julien Harneis, Représentant Email : jherneis@unicef.org Tel : + 224-62-66-34-52</p> <p>UNESCO : Mr. Mamadou Dian Diallo, Point Focal Email : m.diallo@unesco.org Tél :+224 62 32 85 91</p>	<p>Implementing Partner(s):</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conseil Economique et Social - Ministère de la Justice, Garde des Sceaux - Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation International - Alert/WANEP/ACORD - NDI - Search for common ground - CRS - Direction Nationale de l'Education Civique
<p>Project Number:</p>	<p>Project Location: Conakry et préfectures du pays</p>
<p>Description du project: Ce projet est une initiative visant la promotion de la réconciliation nationale et la non violence dans la perspective notamment des élections législatives annoncées prochainement en Guinée. C'est la deuxième phase d'un projet plus vaste de Promotion du dialogue inclusif entre toutes les composantes de la société guinéenne, dans la suite du Processus des concertations nationales de 2008 à travers le Projet de Promotion de la Concertation Sociale en Guinée (ProConSoGui).</p>	<p>Total Project Cost: 1, 449,850 USD Peacebuilding Fund: 1, 449,850 USD Government Input: ressources humaines Other: Total: 1,449,850 USD</p>

Dans sa première phase exécutée en 2009-2010, le projet s'est axé sur le du renforcement des mécanismes de dialogues nationales en vue de consolider la paix et créer un cadre propice au rétablissement des institutions démocratiques en Guinée.

Project Start Date and Duration:
Décembre 2011 - Mai 2012

A cet égard le projet contribuera :

- au renforcement des principaux acteurs et mécanismes existant au niveau national et local en matière de prévention de conflits, médiation et résolution pacifique des conflits;
- A la participation accrue de la population (et notamment de la couche juvénile) aux discussions sur l'avenir de la Guinée grâce à la dynamisation des cadres de concertation existants;
- A la poursuite et au renforcement du dialogue politique et social inclusif et durable ainsi que la consolidation de l'unité et de la réconciliation nationale, telles que déjà initiées et/ou recommandées par le Projet de Promotion de la Concertation Sociale en Guinée (ProConSoGui).

Domaines prioritaires du PBF et Résultats:

Domaine prioritaire 1 du Fonds de consolidation de la paix. Correspond au PBF Outcome 3 de ce domaine prioritaire (Fund facilitation of political dialogue).

Outputs et activités clés:

Dans cette seconde phase, le projet vise la réalisation de quatre produits majeurs:

- i) La réconciliation est effective entre les guinéens
- ii) La prévention et la gestion des conflits sont pris en compte au niveau local/communautaire;
- iii) L'unité nationale et la citoyenneté sont consolidées;
- iv) Les cadres de dialogues politiques sont renforcés.

Chacun de ces produits comporte un certain nombre d'activités clés qui se déclinent comme suit :

Produit 1 : La réconciliation est effective entre les guinéens :

- Appui et conseils techniques aux structures nationales responsables des orientations stratégiques en matière de réconciliation nationale.
- organisation au niveau des huit régions administratives d'ateliers de promotion de la culture de paix et de réconciliation nationale en tenant compte des mécanismes traditionnels et religieux, et de renforcement des capacités des leaders religieux et des organisations de femmes ;
- organisation d'un atelier national à Conakry sur le rôle des acteurs de paix dans les processus de réconciliation réussie, avec une opportunité de partage d'expériences d'autres pays africains ;

Produit 2 : La prévention et la gestion des conflits sont pris en compte au niveau local/communautaire:

- appui à l'encadrement d'une stratégie dynamique de coordination et un réseautage de ces acteurs clé, en vue de renforcer les mécanismes locaux d'alerte précoce et de résolution des conflits et stimuler l'animation d'espaces de concertation périodiques avec les acteurs nationaux ;
- organisation au niveau local d'ateliers de renforcement des capacités des acteurs clé intervenant dans la gestion des conflits, notamment les acteurs intervenant autour des Alliances de Paix, des Comites locaux de paix, les Coordinations régionales des sages, les leaders religieux, les Conseils locaux de la Société Civile, les associations des femmes et des jeunes, les agents de sécurité. Ces actions seront menées dans toutes les préfectures du pays, avec un accent particulier dans les préfectures qui sont les plus à risque de tension, y compris Conakry ;

Produit 3 : L'unité nationale et la citoyenneté sont consolidées:








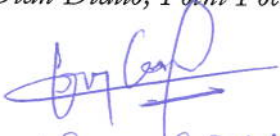
- Promotion de la participation des jeunes dans un dialogue pacifique autour des élections législatives en insistant sur les notions de civisme, non violence, responsabilité, etc
- renforcement des capacités des médias pour un accompagnement responsable de la réconciliation nationale, et de la non violence à travers des ateliers de formation et de promotion du code de bonne conduite des médias dans toutes les capitales régionales, à destination de tous les journalistes des radios rurales, privées et de la RTG. Parallèlement l'occasion sera saisie pour valider un programme de spots et d'émissions éducatives portant sur la thématique de la coexistence pacifique, la réconciliation nationale, et la responsabilité civique notamment.

Produit 4 : Les cadres de dialogues politiques sont renforcés:

- Renforcement du mécanisme national de suivi du code de bonne conduite des partis politiques à travers l'installation de démembrements dans chaque préfecture du pays, la formation des membres sur les principes de responsabilité, et sensibilisation sur le code de bonne conduite. A cette occasion la code sera reproduit un exemplaires suffisants en français et dans les langues nationales, et débats autour de son respect seront organisées notamment à l'attention jeunes et des femmes des partis politiques.
- Tout en appuyant le dialogue au niveau de la base, le projet va soutenir également le dialogue et le leadership collaboratif au sommet notamment à travers des ateliers de renforcement des capacités du Gouvernement et des leaders de la transition à pouvoir dialoguer et collaborer pour une transition apaisée.

En même temps, le projet va accorder un appui institutionnel aux organes/mécanismes de dialogue en vue d'une élection apaisée.

Co-chairs of the Joint Steering Committee

<p>Coordonateur Résident Système des Nations Unies en Guinée Mr. Anthony Ohemeng-Boamah</p>   <p>Date & Seal 7/xii/2011</p>	<p>Mr. Mohamed Said Fofana Premier Ministre, Chef du Gouvernement</p>   <p>Date & Seal</p>
<p>Recipient UN Organization(s)</p> <p>UNHCDH Mr Louis Marie Bouaka, Représentant</p> <p>Signature: P.O. Date: 07/12/11</p>  <p>PNUD: Mr. Anthony Ohemeng-Boamah Représentant Résident</p> <p>Signature: P.O. Date:</p>  <p>UNICEF: Mr Julien Harneis, Représentant</p> <p>Signature: P.O. Felix Date:</p>  <p>UNESCO: SIC n°: Iuma SRobani Mr. Mamadou Dian Diallo, Point Focal</p> <p>Signature:  Date: 07-12-2011</p>	<p>National Implementing Partner(s)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conseil Economique et Social - Ministère de la Justice, Garde des Sceaux - Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation - International Alert/WANEP/ACORD - NDI - Search for common ground - CRS - Direction Nationale de l'Education Civique

Composante 1: Analyse de la situation

Suite à l'élection présidentielle du 7 novembre 2010, la Guinée traverse les premiers mois du rétablissement d'un ordre constitutionnel qui avait été remis en cause le 23 Décembre 2008 par la prise du pouvoir par l'armée, et la mise en place d'institutions de transition. Cette élection constitue pour le pays, et aux yeux des observateurs un retour de la Guinée dans le concert des Nations. La lettre de politique générale du nouveau régime dénombre de multiples défis à adresser, tous de manière urgente pour apaiser le besoin de changement tant réclamé par une population qui a vécu 50 année d'indépendance au bilan mitigé. A cet égard, les chantiers engagés concernent prioritairement le redressement économique, la restructuration de l'Etat à travers les services sociaux de base notamment mais également la réforme de la justice et du secteur sécuritaire, la création d'opportunités économiques, la réconciliation nationale, etc. L'organisation d'élections législatives d'abord, communale et communautaires ensuite parachèveront le renouveau démocratique du pays, et consacreront la sortie définitive de la transition politique.

Face à ces défis en chantier, une forte polarisation nationale se manifeste pour réclamer plus de participation inclusive dans le mode de gestion de l'Etat d'une part, mais également une réelle rupture avec certaines pratiques du passé. Dans ce cadre l'opposition réclame de plus en plus l'organisation d'élections législatives dans les meilleurs délais, et dans un cadre concerté. A ce jour une forte polémique divise l'ensemble de la classe politique guinéenne sur le chronogramme de ces élections, la composition et le rôle de la CENI, mais surtout la viabilité du fichier électoral existant.

Dans ce contexte qui reste également imprégnée des survivances de la violence électorale qui s'était manifestée à la veille du second tour, et suite à la proclamation des résultats provisoires, les guinéens sont à la quête de mécanismes de gestion consensuelle de la Nation.

Aujourd'hui il existe une volonté ferme de la majorité des acteurs nationaux et de la communauté internationale d'organiser les élections le plus tôt possible et de jeter, à travers un dialogue inclusif et durable, les bases d'une nouvelle Guinée stable et démocratique. Cependant les signaux forts pour y arriver de manière méthodique et organisée sont encore peu visibles et l'enjeu de la participation populaire au processus de transition demeure une question clé. A cet égard, le discours du Chef de l'Etat du 18 juillet 2011 a ouvert une opportunité de dialogue au sein de la classe politique en vue de dégager un consensus pour la démarche d'organisation des élections législatives.

De là le besoin de faire preuve d'ouverture à l'égard de toutes les composantes de la société guinéenne afin qu'elles puissent contribuer au dialogue, à la réflexion et aux décisions concernant l'avenir et la gestion actuelle et future du pays.

Le besoin de compenser le déficit et les différents blocages du dialogue dans le pays, avait été déjà ressenti par le gouvernement de consensus du Premier Ministre Lansana Kouyaté, qui avait pris l'initiative d'organiser, avec l'appui du PBF, des concertations de proximité dans l'ensemble des régions et préfectures du pays y compris la ville de Conakry. Cette initiative très largement participative, la première du genre dans l'histoire du pays depuis 25 ans, a eu pour point culminant les Journées Nationales de Dialogue et d'Initiatives organisées à Conakry du 12 au 14, qui ont dressé un bilan sans complaisance de la situation de la Guinée, et proposé des orientations et des recommandations en vue de prévenir la crise nationale dévastatrice qui s'annonçait.

Les recommandations de ces Journées restent, pour la quasi majorité d'entre elles, d'actualité. Le présent projet se définit donc comme une continuation du PROCONSOGUI, et un effort en direction de la mise en œuvre des recommandations concernant particulièrement le besoin pour la Guinée d'aller à un dialogue inclusif et durable comme seule stratégie pour prévenir une explosion qui continue de couvrir.

Composante 2: Partie narrative: justification du Projet

Ce projet voudrait répondre au double défi majeur qui caractérise la situation actuelle en Guinée. Tout d'abord, celui de conclure la transition démocratique, à travers l'organisation et le déroulement d'élections législatives dans un contexte apaisée ; ensuite le défis de la réconciliation et de l'unité nationale.

Au cours des dernières élections présidentielles, le contexte politique a été caractérisée par de nombreuses lignes de fractures sociales, la faiblesse d'une participation élargie de l'ensemble des citoyens à la vie nationale, et une configuration potentiellement conflictuelle des forces et des données socio politiques nationales et locales. Les causes des ces tensions, n'étant pas encore éradiquées, il s'avère nécessaire d'une part de renforcer les mécanismes de prévention et résolution pacifique des conflits, d'autres part de renforcer la cohésion sociale et promouvoir la coexistence pacifique des différentes communautés guinéennes, au-delà de leur appartenance politique, religieuse et/ou ethnique.

A cet égard, dans la perspective des élections législatives, le présent projet qui s'inscrit comme une seconde phase d'une dynamique de promotion du dialogue inclusif et durable entamée depuis 2008 par les Nations Unies vise à créer les conditions favorables à l'amorce du dialogue inclusif autour de questions clés pour l'unité nationale. Ces questions portent notamment sur le processus de réconciliation qui a été annoncé comme une des principales priorités du Gouvernement, et qui a été validé parmi les trois domaines d'intervention prioritaires du PBF en Guinée à coté de la Réforme du secteur de la sécurité (RSS), et la promotion de l'emploi des jeunes et des femmes.

Le projet permettra de bâtir une réponse urgente aux défis de réconciliation nationale entre les guinéens, notamment dans la perspective des prochaines élections législatives prévues en fin d'année 2011, et qui sont perçues comme une source réelle de conflit pouvant engendrer des conséquences sévères pour le pays, et toute la sous-région Ouest-Africaine qui est déjà secouée.

La stratégie du projet repose sur la capitalisation et le renforcement des acquis endogènes de prévention des conflits qui ont pu être pratiqués avec succès pendant les dernières élections présidentielles. Pour être conforme avec cette approche, l'apport du présent projet promeut une réponse intégrée du Système des Nations Unies en Guinée, permettant de toucher plus de couches sociales guinéennes, mais également d'apporter des réponses sur une gamme plus étoffée de thématiques connexes à la réconciliation nationale (respect des droits humains, éducation civique et citoyenne, etc). Les activités seront principalement mises en œuvre à travers des structures spécialisées de la société civile et des structures Etatiques qui seront encouragées à travailler en consortium en vue de bénéficier des effets multiplicateurs d'une mutualisation des savoirs faire au profit de la population guinéenne.

Les effets et produits escomptés du projet s'inscrivent dans le plan prioritaire de consolidation de la paix, tout en mettant l'accent sur des actions urgentes à impact rapide

devant être déployées pour créer un environnement global apaisé permettant l'organisation d'élections législatives libres, transparentes et crédibles.

Dans ce cadre, la programmation se décline comme suit, autour de trois effets et de quatre (04) produits :

1) *Effet escompté : « Perception améliorée au sein de la population que les exactions du passé, présent sont adressées conformément aux normes internationales ».*

➤ Produit 1: La réconciliation est effective entre les guinéens : L'objectif de ce produit est de renforcer les capacités des structures nationales responsables des orientations stratégiques en matière de réconciliation nationale, à travers des appuis, des conseils techniques et le renforcement des capacités des sages et leaders religieux par rapport à cette question.

➤ Activités :

- Recrutement d'un spécialiste pour renforcer les capacités des structures et mécanismes nationaux de réconciliation (la commission réconciliation du CNT, etc)
- Appui à l'élaboration de stratégie et de plan d'actions pour les structures nationales en charge de la réconciliation nationale
- Appui à l'animation d'espaces de concertation sur la réconciliation nationale
- organisation au niveau des huit régions administratives d'ateliers de promotion de la culture de paix et de réconciliation nationale en tenant compte des mécanismes traditionnels et religieux, et de renforcement des capacités des leaders religieux et des associations de femmes;
- organisation d'un atelier national à Conakry sur le rôle des acteurs de paix dans les processus de réconciliation réussie, avec une opportunité de partage d'expériences d'autres pays africains ;

➤ Résultats :

- Un spécialiste est disponible en appui aux acteurs et mécanismes nationaux
- Les structures et mécanismes nationaux d'orientation stratégiques sur la réconciliation nationale sont dotés de plan d'action concertés
- Des activités de promotion de la réconciliation nationale sont exécutées.
- 8 ateliers régionaux de formation, sensibilisation des leaders religieux et des associations de femmes sur la réconciliation nationale et les outils regroupent l'ensemble des leaders religieux, et les sages et des structures féminines des préfectures ;
- 1 atelier national de partage d'expérience sur le rôle des acteurs de paix dans la réconciliation nationale est organisé avec la participation de leaders traditionnels de pays à expérience réussie ;

2) *Effet escompté: « Des mécanismes pérennes de prévention et résolution pacifiques des*

conflits sont mis en place à travers une connaissance améliorée des causes structurelles des conflits ».

➤ Produit 2: La prévention et la gestion des conflits sont pris en compte au niveau local/communautaire : L'objectif de ce produit vise à améliorer la coordination et le dynamisme des mécanismes existants en matière de gestion des conflits à travers une promotion du réseautage naturel et le renforcement des capacités sont renforcées en matière d'alerte précoce, de médiation et de résolution pacifique des conflits.

➤ Activités :

- Recrutement d'un conseiller spécialisé sur les questions de consolidation de paix, en appui au renforcement de la coordination de l'ensemble des démarches de consolidation de la paix
- organisation au niveau local d'ateliers de renforcement des capacités des acteurs clé intervenant dans la gestion des conflits, notamment les acteurs intervenant autour des Alliances de Paix, des Comites locaux de paix, les Coordinations régionales des sages, les leaders religieux, les Conseils locaux de la Société Civile, les associations des femmes et des jeunes, les agents de sécurité. Ces actions seront menées dans toutes les préfectures du pays, avec un accent particulier dans les préfectures qui sont les plus à risque de tension, y compris Conakry ;
- appui à l'encadrement d'une stratégie dynamique de coordination et un réseautage de ces acteurs clé, en vue de renforcer les mécanismes locaux d'alerte précoce et de résolution des conflits et stimuler l'animation d'espaces de concertation périodiques avec les acteurs nationaux.

➤ Résultats :

- 34 ateliers préfectoraux sont organisés pour renforcer les capacités des intervenants et des mécanismes locaux de gestion des conflits ;
- au moins 10 bulletins préfectoraux d'informations sont publiés sur les dynamiques locales de gestion des conflits ;
- Existence d'une synergie nationale de prévention des conflits
- Disponibilité d'une expertise /conseils de haut niveau sur les questions de paix et de développement.

3) Effet escompté: « L'environnement politique est inclusif et dé-ethnicisé».

L'objectif des deux produits de cet effet est la promotion et l'accompagnement des dynamiques de réconciliation nationale.

➤ Produit 3: L'unité nationale et la citoyenneté sont consolidées :

➤ Activités :

- organisation d'ateliers de formation et sensibilisation des jeunes sur la paix, la non-violence, la citoyenneté et la démocratie, en se concentrant sur la participation démocratique et pacifique, à travers des structures d'éducation non formelle et les écoles.
- Élaboration d'un plan de formation et d'éducation sur la paix, la non-violence, la citoyenneté et la démocratie à travers des structures d'éducation non formelle et les écoles
- Promotion de la participation des jeunes dans un dialogue pacifique autour des élections législatives en insistant sur les notions de civisme, non violence, responsabilité, etc
- renforcement des capacités des médias pour un accompagnement

responsable de la réconciliation nationale, et de la non violence à travers des ateliers de formation et de promotion du code de bonne conduite des médias dans toutes les capitales régionales, à destination de tous les journalistes des radios rurales, privées et de la RTG. Parallèlement l'occasion sera saisie pour valider un programme de spots et d'émissions éducatives portant sur la thématique de la coexistence pacifique, la réconciliation nationale, et la responsabilité civique notamment.

➤ **Résultats :**

- 1 atelier national de validation des messages communs en matière de programme de sensibilisation des jeunes des écoles sur la paix, le civisme et la responsabilité est organisé
- Une caravane de sensibilisation sillonne toutes les écoles des préfectures à haut risque de tension et les maisons de jeunes
- Installation d'au moins 38 clubs de la paix au niveau des écoles préfectorales
- 8 ateliers régionaux sont organisés pour encadrer les journalistes sur la déontologie, le code de bonne conduite et validation de plans de diffusion de programme sur la paix
- Au moins 16 spots éducatifs sont produits et diffusés dans les principales langues du pays

➤ **Produit 4: Les cadres de dialogues politiques sont renforcés :** A travers ce produit, le projet vise le renforcement du mécanisme national de suivi du code de bonne conduite des partis politiques.

➤ **Activités :**

- Missions d'installation de démembrements dans chaque préfecture du pays, et de formation des membres sur les principes de responsabilité, et leur sensibilisation sur le code de bonne conduite ;
- Reproduction du code de bonne conduite des partis politiques en exemplaires suffisants en français et dans les langues nationales,
- Organisation de débats public et radio télévisés autour du respect du code de bonne conduite notamment à l'attention jeunes et des femmes des partis politiques ;
- Appui au dialogue au niveau de la base, et soutien au leadership collaboratif au sommet notamment à travers des ateliers de renforcement des capacités du Gouvernement et des leaders de la transition à pouvoir dialoguer et collaborer pour une transition apaisée.

➤ **Résultats :**

- 33 démembrements préfectoraux de suivi du code de bonne conduite des partis politiques sont installés
- Au moins 100.000 exemplaires du code de bonne conduite des partis politiques sont reproduits en français et dans les langues nationales
- Au 6 débats radio télévisés sur le respect du code de bonne conduite des partis politiques sont organisés
- Au moins deux initiatives de leadership collaboratif faisant intervenir les acteurs institutionnels guinéens sont mises en œuvre.

Composante 3: Cadre logique

Objectifs	Indicateurs mesurables	Moyens de vérification	Hypothèses critiques
<p><u>OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT</u></p> <p>Consolider la paix et le rétablissement des institutions démocratiques en Guinée en assurant une transition réussie</p>	<p>Les élections législatives sont tenues sur la base d'un accord consensuel entre les acteurs politiques dans un climat de non-violence</p>	<p>Publication officielle des résultats des élections</p> <p>Le Parlement est mis en place</p> <p>Les médias et les organisations de droits de l'homme ne rapportent pas d'incidents de violence politique grave</p>	<p>Il n'existe pas de volonté politique pour l'organisation des élections.</p> <p>Le dialogue au sein de la classe politique ne débouche pas sur un consensus pour l'organisation des élections</p>
<p>OBJECTIF IMMEDIAT</p> <p>Assurer un dialogue inclusif et durable</p>			
<p>OUTPUT 1.</p> <p>La réconciliation est effective entre les guinéens :</p>	<p>Les capacités des structures nationales responsables des orientations stratégiques en matière de réconciliation nationale sont renforcées d'actions concertées</p> <p>Des activités de promotion de la réconciliation nationale sont exécutées.</p>	<p>Les documents de plan stratégique et d'actions des structures appuyées</p> <p>Les rapports des activités</p>	<p>Absence de volonté politique de mener des actions visibles de réconciliation</p>
<p>1.1. Recrutement d'un spécialiste pour renforcer les capacités des structures et mécanismes nationaux de réconciliation (la commission réconciliation du CNT, etc)</p>	<p>Un spécialiste est disponible en appui aux acteurs et mécanismes nationaux</p> <p>Les structures et mécanismes nationaux d'orientation stratégiques sur la réconciliation nationale sont dotés de cadres stratégiques</p>	<p>Documents de plans d'action</p> <p>Contrat du consultant</p>	<p>Absence de volonté politique de mener des actions visibles de réconciliation</p>
<p>1.2 Organisation au niveau des huit régions administratives d'ateliers de promotion de la culture de paix et de réconciliation nationale en tenant compte des mécanismes traditionnels et religieux, et de renforcement des capacités des leaders religieux et des associations de femmes ;</p>	<p>Les acteurs traditionnels et les associations de femmes au niveau local sont outillés sur les mécanismes de réconciliation nationale</p>	<p>Rapports d'activités</p>	<p>Détérioration de la situation sécuritaire empêchant la délocalisation des activités en dehors de Conakry</p> <p>Détérioration du climat de dialogue pré-électoral amenant à une relâche dans la mobilisation des acteurs</p>

<p>1.3.Organisation d'un atelier national à Conakry sur le rôle des faiseurs de paix dans les processus de réconciliation réussie, avec une opportunité de partage d'expériences d'autres pays africains ;</p>	<p>Les acteurs de paix au niveau national sont outillés sur les mécanismes de réconciliation nationale</p>	<p>Rapports d'activités</p>	
<p>OUTPUT 2. La prévention et la gestion des conflits sont pris en compte au niveau local/communautaire</p>	<p>Une synergie et des animations d'espaces de prévention des conflits sont mises en oeuvre au niveau local et national sur base des acteurs et mécanismes traditionnels de gestion des conflits</p> <p>Les conflits locaux sont atténués</p>	<p>les rapports d'animation de la synergie locale de prévention des conflits</p>	<p>Le chronogramme établi pour les élections n'est pas respecté</p>
<p>2.1 organisation au niveau local d'ateliers de renforcement des capacités des acteurs clé intervenant dans la gestion des conflits, notamment les acteurs intervenant autour des Alliances de Paix, des Comites locaux de paix, les Coordinations régionales des sages, les leadeurs religieux, les Conseils locaux de la Société Civile, les associations des femmes et des jeunes, les agents de sécurité.</p> <p>2.2. Encadrement d'une stratégie dynamique de coordination et un réseautage de ces acteurs clé, en vue de renforcer les mécanismes locaux d'alerte précoce et de résolution des conflits et stimuler l'animation d'espaces de concertation périodiques avec les acteurs nationaux.</p>	<p>34 ateliers préfectoraux sont organisés pour renforcer les capacités des intervenants et des mécanismes locaux de gestion des conflits ;</p> <p>au moins 10 bulletins préfectoraux d'informations sont publiés sur les dynamiques locales de gestion des conflits ;</p> <p>Existence d'une synergie nationale de prévention des conflits.</p> <p>Nombre d'actions des structures locales de paix (comités locaux de résolution des conflits) réalisées et appuyées dans le cadre de la résolution pacifique des conflits y compris les conflits liés au processus électoral</p>	<p>Rapports des ateliers</p> <p>Contrat de publication des bulletins</p> <p>Compte rendu des réunions du groupe de la synergie pour la prévention des conflits</p>	<p>Le consensus n'est pas atteint au sein de la classe politique pour le mode de déroulement des élections législatives et de ce fait le climat socio politique se détériore avec des polarisations extrêmes, des manifestations, et une intervention des forces de défense et de sécurité transition n'est pas respectée.</p> <p>Les organisations de la société civile sont tellement engagées dans le processus de transition qu'elles ont une capacité réduite pour jouer leur rôle de médiation.</p>
<p>OUTPUT 3 L'unité nationale et la citoyenneté sont consolidées</p>	<p>Nbre de jeunes encadrés sur la citoyenneté Niveau de participation des jeunes à la lutte contre la violence pré et post électorale</p> <p>% de conflits et de cas d'incidents sécuritaires liées à des cas de violences électorales ou en lien avec l'unité nationale</p>	<p>Rapports d'activités</p> <p>Média</p> <p>Rapports des observateurs électoraux</p>	<p>Le consensus n'est pas atteint au sein de la classe politique pour le mode de déroulement des élections législatives et de ce fait le climat socio politique se détériore avec des polarisations extrêmes, des manifestations, et une intervention des forces de défense et de sécurité transition n'est pas respectée.</p>

<p>1.2. Organisation d'ateliers de formation et sensibilisation des jeunes sur la paix, la non-violence, la citoyenneté et la démocratie, en se concentrant sur la participation démocratique et pacifique, à travers des structures d'éducation non formelle et les écoles.</p> <p>1.3. Élaboration d'un plan de formation et d'éducation sur la paix, la non-violence, la citoyenneté et la démocratie à travers des structures d'éducation non formelle et les écoles</p> <p>1.4. Installation de 38 Clubs de la Paix au niveau des préfectures et des communes de Conakry</p> <p>1.5. Renforcement des capacités des médias pour un accompagnement responsable de la réconciliation nationale, et de la non violence à travers des ateliers de formation et de promotion du code de bonne conduite des médias dans toutes les capitales régionales, à destination de tous les journalistes des radios rurales, privées et de la RTG.</p> <p>1.6. Programme de spots et d'émissions éducatives portant sur la thématique de la coexistence pacifique, la réconciliation nationale, et la responsabilité civique notamment.</p>	<p>8 ateliers régionaux de formation, sensibilisation des leaders religieux sur la réconciliation nationale et les outils regroupent l'ensemble des leaders religieux, et les sages des préfectures ;</p> <p>1 atelier national de partage d'expérience sur le rôle des sages et leaders religieux dans la réconciliation nationale est organisé avec la participation de leaders traditionnels de pays à expérience réussie ;</p> <p>1 atelier national de validation des messages communs en matière de programme de sensibilisation des jeunes des écoles sur la paix, le civisme et la responsabilité est organisé</p> <p>Une caravane de sensibilisation sillonne toutes les écoles des préfectures à haut risque de tension et les maisons de jeunes</p> <p>Installation de 38 clubs de la paix au niveau des écoles préfectorales et des communes de Conakry</p>	<p>Rapports d'activité</p> <p>CD supports des émissions et spots diffusés</p> <p>Contrats de diffusion des émissions</p> <p>Rapport de fonctionnement des 33 clubs de la paix</p>	<p>Un climat grandissant d'insécurité et de criminalité limite les possibilités d'action des coordinations des sages.</p>
<p>OUTPUT 4</p> <p>Les cadres de dialogues politiques sont renforcés</p>	<p>Le dialogue entre les acteurs politiques d'une part, entre eux et le gouvernement d'autre part est renforcé et amélioré</p>	<p>Chronogramme électoral</p> <p>Organisation des élections législatives dans un cadre consensuel</p>	<p>Le consensus n'est pas atteint au sein de la classe politique pour le mode de déroulement des élections législatives et de ce fait le climat socio politique se détériore avec des polarisations extrêmes, des manifestations, et une intervention des forces de</p>

			défense et de sécurité transition n'est pas respectée.
4.1. Installation de 33 démembrements des comités de suivi du code de bonne conduite des partis politiques	Nbre de démembrements du comité de suivi du code de bonne conduite des partis politiques	Rapports d'activités	Un climat grandissant d'insécurité et de criminalité limite les possibilités d'action de la société civile, et ralentit le processus d'établissement et/ou de renforcement de mécanismes de résolution des conflits dans l'ensemble du pays. Les comités locaux de résolution de conflit n'ont la crédibilité nécessaire pour apaiser les tensions locales.
4.2. Reproduction d'au moins 100.000 exemplaires du code de bonne conduite des partis politiques en français et dans les langues nationales	Nbre d'exemplaires du code de bonne conduite des partis politiques	Exemplaires du code de bonne conduite des partis politiques	
4.3. Production et diffusion de 6 débats radio télévisés sur le respect du code de bonne conduite des partis politiques	Nbre de spots et d'émissions réalisées	CD des spots et émissions	
4.4. Organisation de deux initiatives de leadership collaboratif faisant intervenir les acteurs institutionnels guinéens sont mises en œuvre.	Nbre d'initiatives de leadership collaboratif exécutées		

Composante 4: Budget

4.1. Budget global:

PBF PROJECT BUDGET	
CATEGORIES	AMOUNT
1. Supplies, commodities, equipment and transport	
2. Personnel (staff, consultants and travel)	300.000
3. Contracts	960.000
4. Formations	60.000
5. Autres coûts Indirects (Suivi-évaluation)	35.000
Sub-Total Project Costs	1.355.000
Indirect Support Costs**	94.850
TOTAL	1.449.850 USD

NB : Ce budget prend en compte la rémunération du Conseiller Paix et Développement qui sera pris en charge au cours des six (6) premiers mois par le PBF et les six (6) mois suivants par PNUD/BCPR

4.2. Budget détaillé par agence bénéficiaire

a) PNUD, 823.900 USD

PBF PROJECT BUDGET	
CATEGORIES	AMOUNT
1. Supplies, commodities, equipment and transport	
2. Personnel (staff, consultants and travel)	300.000
3. Contracts	440.000
4. Formations	15.000
5. Autres coûts Indirects (Suivi-évaluation)	15.000
Sub-Total Project Costs	770.000
Indirect Support Costs**	53.900
TOTAL	823.900 USD

b) UNICEF, 240.750 USD

PBF PROJECT BUDGET	
CATEGORIES	AMOUNT
1. Supplies, commodities, equipment and transport	
2. Personnel (staff, consultants and travel)	0
3. Contracts	200.000
4. Formations	15.000
5. Autres coûts Indirects (Suivi-évaluation)	10.000
Sub-Total Project Costs	225.000
Indirect Support Costs**	15.750
TOTAL	240.750 USD

c) UNESCO : 187.250 USD

PBF PROJECT BUDGET	
CATEGORIES	AMOUNT
1. Supplies, commodities, equipment and transport	
2. Personnel (staff, consultants and travel)	0
3. Contracts	170.000
4. Formations	0
5. Autres coûts Indirects (Suivi-évaluation)	5.000
Sub-Total Project Costs	175.000
Indirect Support Costs**	12.250
TOTAL	187.250 USD

d) HCDH : 197.950 USD

PBF PROJECT BUDGET	
CATEGORIES	AMOUNT
1. Supplies, commodities, equipment and transport	
2. Personnel (staff, consultants and travel)	0
3. Contracts	150.000
4. Formations	30.000
5. Autres coûts Indirects (Suivi-évaluation)	5.000
Sub-Total Project Costs	185.000
Indirect Support Costs**	12.950
TOTAL	197.950 USD

Composante 5: Arrangements de gestion

Toutes les activités de ce projet seront réalisées sous la coordination de l'équipe du secrétariat du plan prioritaire de consolidation de la paix qui est déjà prise en charge par le plan prioritaire et les projets existants sur financement du PBF. Chacune des agences du Système des Nations Unies intervenant sur le leadership d'une activité recevra directement le montant du budget y afférant. Chaque agence bénéficiaire sera ainsi responsable de la formulation des partenariats stratégiques pour l'exécution de l'activité, en lien avec l'unité de coordination du PBF. Par ailleurs, ce sera à chacune des agences d'être l'interlocutrice directe du Gouvernement et du Fonds de Consolidation de la paix notamment en matière de reporting.

La coordination de l'équipe du Secrétariat permanent sera appuyée dans la mise en œuvre du projet par le conseiller en Paix et Développement (PDA) en vue d'une plus grande efficacité. Le contrat du Conseiller en Paix et Développement qui aura une durée d'un an, sera payé conjointement par PBF (6 premiers mois) et ensuite PNUD/BCPR (pour les 6 mois suivants).

Les activités seront directement exécutées par des ONG spécialisées, conformément à la stratégie définie plus haut. Le leadership de l'animation de chaque produit sera assuré par une agence, qui aura la responsabilité de signer l'accord de partenariat avec les ONG et/ou acteurs nationaux spécialisés intervenant dans le domaine.

Chaque agence mettra en place un mécanisme de suivi permettant l'appropriation des activités par la partie nationale, et le développement de synergies avec d'autres acteurs et parties prenantes intervenant dans le même domaine. Pour renforcer la concertation autour des objectifs globaux du projet, une réunion mensuelle de coordination sera instituée sous la présidence de la contre partie nationale, et regroupant l'ensemble des intervenants autour du projet. Ces

réunions permettront d'apprécier le travail en cours sur le terrain, et dégager des orientations stratégiques pour la poursuite du projet.

Le suivi évaluation de chacune des activités sera sous la responsabilité de l'équipe de coordination du PBF et particulièrement de l'expert en suivi-évaluation. Ce dernier élaborera un cadre spécifique de suivi-évaluation pour les résultats globaux du projet et un plan détaillé pour chaque activité de ce projet.

L'expert en suivi-évaluation veillera notamment à l'alimentation mensuelle du cadre de suivi-évaluation, en lien avec les chargées de programme de chaque agence. Des missions conjointes de suivi sur le terrain seront organisées régulièrement associant les différentes agences intervenantes, la coordination du PBF et les ministères et structures nationales impliquées dans l'exécution du projet.

Objectifs	Activités	Partenaires de mise en œuvre	Autres partenaires	Agence responsable
I-La réconciliation est effective entre les guinéens	Recrutement d'un spécialiste pour renforcer les capacités des structures et mécanismes nationaux de réconciliation (la commission de réconciliation du CNT, etc)	OHCDH, PNUD, PBF	CNT Médiateur SGAR CES	OHCDH
	<p>Organisation de 8 ateliers régionaux de formation, sensibilisation des leaders religieux et des associations des femmes sur la réconciliation nationale et les outils</p> <p>Organisation d'1 atelier national de partage d'expérience sur le rôle des faiseurs de paix dans la réconciliation nationale est organisée avec la participation de leaders traditionnels de pays à expérience réussie</p>	CRS	CES Coordination des sages International Alert, RECNAOT Ministère de la promotion féminine Associations féminines CNT	PNUD
La prévention et la gestion des conflits sont pris en compte au niveau local/communautaire	Organisation de 34 ateliers préfectoraux pour renforcer les capacités des intervenants et des mécanismes locaux de gestion des conflits ;	International Alert WANEP ACORD	Alliances de Paix, des Comites locaux de paix, les Coordinations régionales des sages, les leadeurs religieux, les Conseils locaux de la Société Civile, les associations des femmes et des jeunes, les agents de sécurité	PNUD
	Publication de 10 bulletins préfectoraux d'informations			
	Animation de rencontres mensuelles de partage d'information			
	1 atelier national de validation des messages communs en matière de programme de sensibilisation des jeunes des écoles sur la paix, le civisme et la responsabilité est organisé	SFCG Direction Nationale de l'Education Civique	Clubs de la paix INRAP Ministère de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	UNICEF

L'unité nationale et la citoyenneté sont consolidées	Une caravane de sensibilisation sillonne toutes les écoles des préfectures à haut risque de tension et les maisons de jeunes			UNICEF
	Installation des 33 clubs de la paix	Direction Nationale de l'Education Civique	Maison des jeunes INRAP	UNESCO
	8 ateliers régionaux sur la déontologie, le code de bonne conduite et validation de plans de diffusion de programme sur la paix	SFCG	URTELGUI Radio rurale RTG Ministère de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	PNUD
	Au moins 16 spots éducatifs sont produits et diffusés dans les principales langues du pays		Direction Nationale de l'Education Civique CES INRAP	
Les cadres de dialogues politiques sont renforcés	Organisation de 33 Missions d'installation de démembrements du comité de suivi du code de bonne conduite des partis politiques	NDI	Comité national de suivi du code de bonne conduite, MATD, CENI	PNUD
	Reproduction du code de bonne conduite des partis politiques		Comité national de suivi du code de bonne conduite, MATD, CENI	
	Organisation de débats public et radio télévisés autour du respect du code de bonne conduite notamment à l'attention jeunes et des femmes des partis politiques ;		Comité national de suivi du code de bonne conduite, MATD, CENI, Ministère de la Communication, Radios rurales, RTG	
	Appui au dialogue au niveau de la base, et soutien au leadership collaboratif au sommet		CES, MATD, CENI, Comité de suivi du code de bonne conduite	

Les activités du projet démarrent à partir de décembre 2011 pour une période de 6 mois.

Calendrier estimatif des activités

Activités	responsables	D	J	F	M	A	M	Responsable contrôle
Finalisation des sous-projets avec les ONG	PNUD, UNICEF, UNESCO, OHCDH	x						PNUD UNICEF UNESCO OHCDH
Signature des premiers MOU		X	X					
Recrutement d'un spécialiste pour renforcer les capacités des structures et mécanismes nationaux de réconciliation (la commission réconciliation du CNT, etc)	OHCDH	x						OHCDH
Appui à l'élaboration de stratégie et de plan d'actions pour les structures nationales en charge de la réconciliation nationale			x	x	x			
Appui à l'animation d'espaces de concertation sur la réconciliation nationale						x	X	
8 ateliers régionaux de formation, sensibilisation des leaders religieux sur la réconciliation	CRS		x	x				PNUD
1 atelier national de partage d'expérience sur le rôle des sages et leaders religieux dans la réconciliation						x		
Ateliers préfectoraux de renforcement des capacités	International Alert WANEP ACORD			X	X			PNUD
Animation de réunions d'échanges d'informations					x	x	x	
Publication de bulletins d'informations						x	x	
1 atelier national de validation des messages en matière de programme de sensibilisation des jeunes des écoles sur la paix, le civisme et la responsabilité est organisé	DNEC	X						UNESCO
Une caravane de sensibilisation sillonne toutes les écoles des préfectures à haut risque de tension et les maisons de jeunes, et autres espaces	SFCG		X	X	X	X	X	UNICEF
Installation de 38 clubs de la paix dans les préfectures	DNEC							UNESCO
8 ateliers régionaux sur la déontologie	SFCG		X	X				PNUD
16 spots éducatifs sont produits et diffusés dans les principales langues du pays				X	X	X	X	
33 Missions d'installation de démembrements du comité de suivi du code de bonne conduite des partis politiques	NDI		X					PNUD
Reproduction du code de bonne conduite des partis politiques			X	X	X	X	X	
Organisation de débats public et radio télévisés autour du respect du code de bonne conduite	NDI, PBF		X	X	X	X	X	PNUD
Appui au dialogue au niveau de la base, et soutien au leadership collaboratif au sommet								

Composante 6: Suivi et évaluation

Le suivi et évaluation du projet sera la responsabilité des partenaires de mise en œuvre sous la supervision de l'unité de gestion du projet de PNUD et des départements ministériels impliqués. Chaque partenaire va soumettre un plan de suivi utilisant les indicateurs fournis dans le cadre logique du présent projet par et pourrait les enrichir avec des indicateurs quantitatifs pour leurs activités respectives. Pendant la mise en œuvre du projet, les partenaires seront également chargés de collecter toutes les données utiles pour l'évaluation. Chaque partenaire va produire un rapport trimestriel avec une section dédiée aux résultats du suivi et évaluation par trimestre. L'unité de gestion pour la coordination du projet visitera

les projets pour vérifier, la mise en œuvre des actions, des chiffres et pour donner les conseils nécessaires pour la mise en œuvre des plans de suivi et évaluation.

Par ailleurs, ce projet est réalisé en partenariat avec le gouvernement Guinéen qui a la responsabilité, à travers les ministères concernés, de faciliter la mise en œuvre des toutes les activités du projet et aussi de faire le suivi sur terrain pour s'assurer de la réalisation effective par les partenaires de toutes les activités du projet.

Enfin, il est important de noter que le projet collaborera très étroitement avec l'Unité de Coordination et de supervision du PBF-Guinée comprenant un Coordinateur et un spécialiste de suivi-évaluation qui veilleront à son intégration dans les mécanismes globaux de coordination, de rapportage et de suivi-évaluation du Plan d'actions prioritaires. Cette Unité veillera également à la création de synergies et de cohérences avec les autres projets PBF et à l'analyse des leçons qui seront engendrées.

Composante 7: Analyse des risques et hypothèses

Au cas où les activités de ce projet tarderaient à être mis en œuvre, les principaux risques sont les suivants :

- Exacerbation des tensions sociales, et des dissensions ethniques et régionales
- Conflits postélectorales
- Remise en cause du nouvel ordre constitutionnel
- Refus de certaines catégories socioprofessionnelles à participer à la dynamique de dialogue pour la réconciliation et détérioration du climat social
- Une multiplication de l'intolérance ethnique conduisant à une exacerbation des discours ethniques et des conflits latents, une escalade et une récupération.
- Généralisation des propos incitatifs à la haine intercommunautaire
- Exacerbation des clivages par les médias et « guerre » par médias interposés

PEACEBUILDING FUND
ANNEX I
PROJECT SUMMARY PART ONE

Recipient Organization:	UN OHCDH, PNUD, UNESCO, UNICEF					
Implementing Partner(s):	<ul style="list-style-type: none"> - Conseil Economique et Social - Ministère de la Justice, Garde des Sceaux - Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation - International Alert/WANEP/ACORD - NDI - Search for common ground - CRS - Direction Nationale de l'Education Civique 					
Project Number:	PBF/					
Title:	Appui à la promotion d'un dialogue inclusif et durable en Guinée					
Location:	République de Guinée					
Approved Project Budget:						
Duration:	Décembre 2011 - Mai 2012					
SC Approval Date:	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 40%;"></td> <td style="width: 10%; text-align: center;">Start</td> <td style="width: 40%;"></td> <td style="width: 10%; text-align: center;">Completion:</td> <td style="width: 10%;"></td> </tr> </table>		Start		Completion:	
	Start		Completion:			
Project Description:						

PBF Priority Area:	
PBF Outcome:	

Key Project Activities:	
Procurement:	

PROJECT STATUS UPDATE PART TWO
STATUS REPORT AS OF (date)

Recipient Organization:	UN	OHCDH, PNUD, UNESCO, UNICEF	
Implementing Partner(s):		<ul style="list-style-type: none"> - Conseil Economique et Social - Ministère de la Justice, Garde des Sceaux - Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation - International Alert/WANEP/ACORD - NDI - Search for common ground - CRS - Direction Nationale de l'Education Civique 	
Project Number:		PBF/	
Title:		Appui à la promotion d'un dialogue inclusif et durable en Guinée	
JSC Approval Date:			
Funds Committed:		% of Approved:	
Funds Disbursed:		% of Approved:	
Forecast Final Date:		Delay (Months):	